

L'affaire des sous-marins australiens a eu le mérite de rappeler une vérité aux Français. En politique, l'amitié s'efface devant les intérêts. L'Amérique n'est pas une organisation caritative mais une puissance avec ses intérêts industriels et géostratégiques. Il est légitime qu'elle les défende. Il l'est tout autant que la France et les Européens s'interrogent sur la nature des conséquences que cela implique pour eux.

Washington n'a évidemment pas jugé bon de sacrifier ses intérêts dans le Pacifique à l'alliance française. Voici qui devrait inquiéter les nations européennes qui lui ont confié leur sécurité. Elles se croient couvertes par une assurance militaire. Qu'en est-il ?

En dehors de la France, aucune nation de l'Union européenne n'est aujourd'hui capable d'assurer sa sécurité. Leurs armées n'ont d'ailleurs aucune vocation opérationnelle. Les États-Unis, qui ne leur voient d'autre qualité que d'acheter du matériel *made in USA*, ne voulaient initialement même pas s'encombrer d'elles en Afghanistan. Elles n'ont pourtant pas gêné les opérations. Enfermées dans leurs camps fortifiés, elles se sont contentées de tuer le temps à défaut de talibans. Tout juste leur est-il arrivé de distribuer quelques livres aux enfants analphabètes des villages voisins et des packs d'eau à leurs parents, qui les revendaient aux insurgés. L'aventure a en tout cas confirmé aux Européens que faire la guerre était une chose dangereuse et désagréable qu'il valait mieux déléguer.

La garantie nucléaire américaine est-elle inutile ou dangereuse ?

Le principal argument du leadership américain en Europe est la garantie nucléaire. A rebours des idées reçues, elle est pourtant à peu près nulle. L'hypothétique invasion d'un Etat européen par une puissance majeure ne pourrait être, à ce jour, que le fait de la Russie. Or, jamais la Maison-Blanche ne prendrait le risque d'ordonner une frappe stratégique qui exposerait le territoire américain à une riposte équivalente. Jamais. Elle n'avait pas prévu de le faire au temps de la guerre froide ; en 1978, Kissinger a d'ailleurs averti les Européens que les États-Unis ne pouvaient leur donner d'assurances stratégiques. Maintenant que la Russie est passé au second rang des priorités américaines derrière la Chine, la probabilité en est réduite à néant.

Il reste la garantie conventionnelle. Les forces américaines en Europe comptent 70 000 hommes. C'est peu face aux masses russes. L'élan nouveau donné aux armes nucléaires tactiques par l'*US Army* rétablit cependant un certain équilibre. Moins puissantes que les bombes stratégiques, elles seraient susceptibles d'être utilisées localement pour reprendre l'ascendant opératif dans une bataille mal engagée. Les Russes affirment que tout emploi de l'arme nucléaire contre eux, quelle que soit sa puissance, serait perçu comme une attaque stratégique. Mais, le cas échéant, ils se contenteraient très probablement d'une riposte localisée. L'Europe deviendrait un champ de bataille nucléaire. La « *garantie* » américaine porte ainsi le germe d'une menace majeure et d'un risque largement supérieur au gain.

Il y a pourtant une alternative, portée par tous les présidents français, indépendamment de leur étiquette politique. Celle d'une défense européenne et d'une autonomie stratégique du continent. La France y aurait un rôle moteur, à la mesure de son statut de première puissance militaire du continent, dotée de surcroît de la dissuasion nucléaire.

Contrairement à Washington, Paris ne peut que considérer toute menace contre l'intégrité de l'Union Européenne comme une atteinte à ses intérêts fondamentaux immédiats. La force stratégique française n'a, bien sûr, pas le caractère massif de celle des Américains ou des Russes. Suffisante pour exercer une dissuasion crédible, elle est à l'image de ses ambitions : le refus de l'impérialisme, l'équilibre entre les puissances, la volonté intangible d'assurer la souveraineté de ses frontières. Ces vérités simples se heurtent à une trame narrative mise en place par les Américains et qui veut que l'Europe soit incapable de se protéger elle-même.

Comme ces rois barbares qui se jalousaient tant qu'ils se jetaient finalement entre les mains de Rome, nos partenaires européens se soumettent à Washington par facilité d'une part, par refus d'un leadership français d'autre part. Pourtant, la France n'a ni l'intention, ni les moyens de créer de liens de dépendance ressemblant de près ou de loin à ceux établis par les États-Unis. Puissance moyenne, elle ne peut défendre ses intérêts que par le partenariat et la mutualisation, pas par une domination hors de portée et étrangère à ses intérêts.

La guerre de l'information au service de la défense européenne

Si les arguments rationnels ne peuvent rien à eux seuls contre la chape de plomb narrative américaine, une offensive informationnelle pourrait faire bouger les lignes. Les contradictions américaines en Europe ne demandent que d'être exploitées. La première est que les opinions publiques européennes sont beaucoup moins atlantistes que leurs dirigeants. À côté d'un très fort réseau d'industriels défendant leurs intérêts à court terme, l'Allemagne compte ainsi une masse de citoyens ouverte à la proposition d'une vision stratégique durable et responsable. Si une majorité se dit théoriquement favorable à l'OTAN, seule une minorité de nos voisins d'outre-Rhin se dit favorable à intervenir militairement dans son cadre. Il ne s'agit donc pas d'un atlantisme de conviction mais d'habitude, vidé de tout sens réel. Qu'est-ce qu'une alliance pour laquelle on n'est pas prêt à s'engager ? Sans doute le pressentiment que celle-ci ne sert pas les intérêts de l'Europe mais pourrait au contraire les entraîner dans une aventure douteuse du trop puissant allié américain nourrit-il ce scepticisme, en plus d'un certain antimilitarisme devenu culturel pour des raisons historiques que l'on connaît.

La France gagnerait à s'adresser directement à ces masses silencieuses, à leur exposer son projet, à susciter le débat dans les médias. En démocratie, on ne perd jamais à miser sur le sens de la responsabilité des citoyens et sur les vertus de la pédagogie dialectique. Cependant, à l'âge de l'information, aucune vision, aucun projet ne peut aboutir sans l'appui d'une manœuvre informationnelle offensive.

Ce n'est pas assez. Puisque le récit et le projet stratégique français n'ont pas porté, remettons-

nous en cause. Notre offre n'est pas attirante et notre communication stérile. Osons alors des actes forts et une communication d'influence nouvelle.

Demain, une bombe nucléaire européenne ?

Un certain nombre d'aviations européennes se réjouissent de porter des bombes atomiques américaines. Mais la virtualité de la dissuasion américaine sur notre continent réduit cette concession à du transport de matières dangereuses.

Sans renoncer à une dissuasion nationale inaliénable, est-il illusoire d'espérer voir un jour des bombes nucléaires françaises à « *double-clefs* » portées par des avions de chasse espagnols, italiens ou allemands dans le cadre d'une véritable dissuasion collective, strictement européenne, où nos alliés auraient pleinement leur mot à dire et un pouvoir décisionnaire réel ? Quel symbole et quelle révolution stratégique ! Il resterait bien des difficultés à surmonter mais un mouvement irréversible de convergences et de mutualisations en découlerait. L'UE, ce nain militaire et politique trouverait soudain une crédibilité nouvelle. La relation transatlantique serait pérennisée grâce à un rééquilibrage substituant l'alliance à la dépendance. L'Europe pourrait s'opposer au choc des impérialismes avec une crédibilité nouvelle et passer de l'invocation vaine à la défense effective de ses valeurs. En créant une synergie stratégique effective, les Européens reprendraient enfin leur destin en main.

Bien sûr, de telles perspectives semblent si lointaines qu'elles ne sont pas loin de relever de la science-fiction. Peut-être est-ce tout simplement parce que nous ne savons pas les défendre. Si les élites atlantistes de nos partenaires font la sourde oreille, commençons à nous adresser directement aux peuples. L'état du monde crée des marges de manœuvre intéressantes. Ne les laissons pas passer. Soyons en tout cas audacieux dans nos prospectives et offensifs dans notre communication.